

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/De-Minsk-a-Bruxelles-c-est-l-Allemagne-qui-compte>

De Minsk à Bruxelles, c'est l'Allemagne qui compte

- Empire et Résistance - Union Européenne - Allemagne -

Date de mise en ligne : dimanche 15 février 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'Allemagne est dépositaire de la clé de l'avenir en Europe. On est peut-être parvenu à un accord fragile en Ukraine, mais rien n'est joué en Grèce. Dans les deux cas, il ne faut toutefois pas se fier aux apparences.

Commençons par les négociations éprouvantes de l'Eurogroupe à Bruxelles concernant la dette grecque.

Les représentants de la Grèce jurent n'avoir jamais reçu le brouillon d'un accord possible que des bureaucrates de l'Eurogroupe ont laissé fuiter au *Financial Times*. Cette ébauche parlait d'une entente modifiant, prolongeant et menant à bonne fin le plan de sauvetage en cours axé sur l'austérité.

Le ministre des Finances de l'Allemagne, Wolfgang Schaeuble, a fait sauter le terme modifiant. C'est l'ébauche qui a fait l'objet de la fuite. Puis le ministre des Finances de la Grèce, Yanis Varoufakis, a appelé le premier ministre Tsipras et la déclaration, qui n'était pas encore signée, a été rejetée. C'était donc une décision en haut lieu de Tsipras.

Tsipras ne peut se dérober, surtout pas après avoir monté les enchères en promettant d'augmenter le salaire minimum des Grecs et de mettre fin aux privatisations. Il mise encore sur le fait que la troïka ne permettra pas une sortie de la Grèce de la zone euro. Mais il risque de se tromper : la possibilité d'une sortie oscille autour de 35 à 40 % et pourrait augmenter en flèche si l'on n'arrive pas à s'entendre à la prochaine réunion cruciale de lundi.

Tsipras et le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, se sont au moins mis d'accord pour que les représentants grecs et la troïka (CE, BCE, FMI) amorcent un dialogue au niveau technique. Traduction : comparer le cauchemar de l'austérité actuel aux nouvelles propositions grecques.

Athènes n'a essentiellement que deux choix : soit la troïka consent à une sorte de répudiation de la dette, de manière concrète ou par un tour de passe-passe (comme l'arrangement favorisant la croissance que propose Syriza) ; soit la Grèce quitte la zone euro, en créant sa propre banque centrale et sa propre monnaie comme un pays indépendant. Il n'y a pas d'autre choix. Une dette équivalant à 175 % du produit intérieur brut (PIB) de la Grèce ne peut tout simplement pas être remboursée.

La troïka et ses produits dérivés institutionnels ont beau dire qu'une sortie de la Grèce de la zone euro ne sera pas une catastrophe, il n'en demeure pas moins que le défaut de paiement de la dette grecque pourrait avoir des effets plus dévastateurs que la faillite de Lehman Brothers. Lorsque cette société s'est écroulée, ce ne sont pas les facteurs fondamentaux qui ont causé une panique généralisée, mais la crainte que les risques inhérents à ses produits dérivés ne fassent dérailler le système.

En faisant abstraction de tout le baratin, ce qui ressort pour l'essentiel, c'est ce qu'a dit au Figaro il y a quelques jours Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne : il n'est pas question d'effacer la dette grecque et, surtout, il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens. C'est clair comme du cristal : les institutions de l'UE livrent un combat contre la démocratie.

Le plan B demeure une possibilité réelle. Moscou a déjà invité Tsipras à rencontrer Poutine, et Pékin a invité Tsipras à rencontrer le premier ministre Li Keqiang. Le « R » et le « C » des BRICS passent ainsi à l'action.

Il convient de rappeler les propos du ministre de la Défense de la Grèce, Panos Kammenos, lorsqu'il a évoqué comment une bonne partie de l'opinion publique grecque, sinon la majorité, voient les choses : « Nous voulons un accord. Mais s'il n'y a pas d'accord - espérons qu'il y en aura un - et si nous voyons que l'Allemagne demeure intransigeante et veut faire exploser l'Europe, alors nous devons recourir à un plan B. Cela pourrait être les États-Unis au mieux, cela pourrait être la Russie, cela pourrait être la Chine ou d'autres pays. »

Alea jacta est. Troïka ou le R et le C des BRICS ?

Mais tout gravite aussi autour de l'Otan.

Ce qui nous amène à Minsk. Ce qui est ressorti de ce marathon éprouvant de près de 17 heures, ce n'est pas tout à fait un accord global et un cessez-le-feu global en Ukraine, pour reprendre les mots du président François Hollande, il y a de fortes possibilités pour que le cessez-le-feu ne tienne même pas quelques minutes après son instauration à minuit ce samedi qui, comble de l'ironie, correspond à la fin de la Saint-Valentin. Fait marquant, la déclaration définitive ne porte pas la signature des personnes qui comptent, soit Poutine, Merkel, Hollande et Porochenko.

Le ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne Steinmeier s'est montré prudent, en disant que Minsk 2.0 n'est pas ce qu'on qualifierait de percée, mais qu'il avait au moins le mérite de faire baisser la tension. Merkel a préféré prétendre que Poutine avait dû faire pression sur les fédéralistes de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Lougansk, dans l'est de l'Ukraine, pour qu'ils acceptent le cessez-le-feu.

Sans surprise, comme si c'était réglé comme une horloge, le cessez-le-feu n'était pas encore annoncé que le FMI, sous les ordres de Washington, annonçait soudainement qu'il allait continuer de violer, pardon, d'aider cet État en déliquescence qu'est l'Ukraine à éviter la faillite, en lui remettant une tranche de 17,5 milliards de dollars de son plan de sauvetage de 40 milliards de dollars, étalé sur quatre ans. Traduction : les brutes de Kiev disposent dorénavant de nouvelles liquidités à investir dans une guerre qu'elles ne veulent pas abandonner.

Porochenko lui-même n'a pas perdu de temps pour torpiller le cessez-le-feu, en prétendant qu'aucune autonomie n'était accordée aux zones sous contrôle des fédéralistes, et en refusant de confirmer l'affirmation de Poutine selon laquelle Kiev a convenu de mettre fin à son blocus économique sauvage du Donbass.

Les contours précis de la zone démilitarisée, qui suivait une ligne de front en septembre et une ligne de front totalement différente cinq mois plus tard, demeurent un mystère. Puis Washington a aussitôt tourné en ridicule la clause relative au retrait des forces étrangères, le Pentagone ayant déjà annoncé qu'il va commencer à former la Garde nationale ukrainienne le mois prochain.

Minsk 2.0 n'est même pas une solution de fortune. L'Ukraine est irrécupérable. Pour s'en sortir, il lui faudrait un tsunami de liquidités, soit presque autant que ce qu'a coûté la réunification allemande. Qui plus est, personne en Europe n'est prêt à tendre quelques euros dévalués de plus.

Tout était, est et continuera d'être lié à l'expansion de l'Otan. Washington et ses marionnettes à Kiev n'accepteront jamais la moindre réforme constitutionnelle qui permettra au Donbass de bloquer la présence de l'Otan en Ukraine. Pour résumer, l'Empire du Chaos continuera de se servir de l'Ukraine pour intimider la Russie. C'est que l'édification du pays ne fait pas partie du plan de l'Empire du Chaos, bien au contraire.

Franchir le pont allemand

Ce qui nous amène au rôle crucial joué par l'Allemagne, avec la France comme acolyte.

La chancelière Merkel a dû se rendre à Moscou pour négocier avec Poutine, car elle voyait de quel côté est la direction du vent : sanctions contre-productives ; économie ukrainienne en chute libre ; défaite des brutes de Kiev sur le champ de bataille. Des faits qui se démarquent de manière impérative et cruciale de l'expansionnisme obsessionnel de l'Otan.

Comme Immanuel Wallerstein l'a observé (dans un texte que le Saker Francophone a traduit), Moscou poursuit une politique prudente. La Russie ne contrôle pas totalement les autonomistes de Donetsk-Lougansk, elle s'assure néanmoins que ces derniers ne puissent pas être éliminés militairement. Le prix que la Russie demande pour une paix réelle en Ukraine est l'engagement de ne pas l'intégrer dans l'Otan (...). »

Merkel pourrait donc avoir calmé l'administration Obama dans sa volonté d'armer Kiev, mais pour un moment seulement. Rien n'indique, du moins pas encore, que l'administration Obama et les cellules néoconservatrices qui l'ont incrustée ont reconnu que Kiev a perdu toute influence sur les républiques populaires autoproclamées de Donetsk et de Lougansk.

Hollande a fourni la couverture idéale pour Merkel. C'est Hollande qui a déclaré publiquement qu'il soutenait l'autonomie, la fédéralisation en fait, des républiques populaires de Donetsk et de Lougansk. Mais Merkel et Hollande savent très bien que Kiev n'acceptera jamais cela de facto (d'autant plus qu'une bonne partie du Donbass n'accepte la fédéralisation qu'en tant qu'étape intermédiaire menant à une éventuelle sécession ou union avec la Russie).

Merkel est toutefois parvenue à atteindre son but, du moins aux yeux de l'opinion publique allemande, en sortant victorieuse (La chancelière mondiale a titré le tabloïd Bild) de son marathon de globe-trotteuse. Poutine y a aussi trouvé son compte, car Merkel n'a fait que remanier des propositions qu'il avait présentées il y a plusieurs mois. Ce qui ressort, peu importe l'angle sous lequel on examine les choses, c'est qu'il s'agit en fait d'un accord entre Moscou et Berlin. Il suffit de regarder du côté des mécontents qui vont tout faire pour qu'il échoue : Washington, Kiev, Londres, Varsovie et les pays envahis par la Russie baltes.

Dernière chose et non la moindre, il faut porter attention à l'éléphant blanc monumental qui se trouve dans la pièce. Minsk 2.0 s'est négocié en l'absence totale de l'Empire du Chaos et de ses suppôts britanniques, avec qui elle a une relation toute spéciale (de moins en moins pertinente).

Lentement mais sûrement, l'opinion publique de toute l'Europe, particulièrement en Allemagne, est en train d'effectuer un mouvement tectonique. La volonté obsessionnelle de l'Empire du Chaos d'armer Kiev horrifie les gens par millions, car elle ressuscite le spectre d'une guerre dans les zones frontalières orientales de l'Europe. En Allemagne, mais aussi en France, en Italie et en Espagne, un consensus grandissant se fait à l'échelle du continent contre l'Otan.

Même au faite de la campagne de diabolisation de la Russie menée sauvagement par l'ensemble de la presse institutionnelle allemande, un sondage de la firme *Deutschland Trend* a révélé que la plupart des Allemands sont contre l'envoi de troupes de l'Otan en Europe de l'Est. Ils étaient aussi 49 % qui voulaient que l'Allemagne se positionne comme un pays qui assure un pont entre l'Orient et l'Occident. Les dirigeants à Pékin en ont assurément pris bonne note.

Il est tentant de sauter dans le train de la paix Merkel-Hollande en se disant que le cœur de l'Europe exerce enfin sa souveraineté en défiant de front l'Empire du Chaos. Ce pourrait être un embryon de partenariat franco-allemand

favorable à la paix en Europe et même plus loin, comme au Moyen-Orient et en Afrique.

Sauf que cela mettrait des bâtons dans les roues du scénario prévu par l'Otan, qui implique le règne incontesté de l'Empire du Chaos sur l'Europe, le Moyen-Orient et même l'Eurasie, en confinant au second plan les puissances du continent européen, notamment l'Allemagne, la France et, bien sûr, la Russie.

Tôt ou tard, les politiciens européens devront se réveiller et comprendre ce qui se passe. L'idée d'un partenariat commercial paneuropéen franco-germano-russe est beaucoup plus populaire que les médias institutionnels en perdition veulent bien nous le faire croire.

C'est maintenant au tour de l'Allemagne d'être juste avec la Grèce. De deux choses l'une : soit l'UE s'engage dans une quatrième récession en laissant la BCE détruire ce qui reste de la classe moyenne en Europe ; soit l'Allemagne, en tenant compte des réflexions de ses industriels, dit à l'UE, troïka y comprise, que ce qu'il faut faire, c'est réorienter l'axe stratégique, commercial et politique vers l'Orient plutôt que vers l'Occident, en commençant par laisser tomber le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement concocté par les USA, qui est l'équivalent commercial de l'Otan. Après tout, ce siècle sera celui de l'Eurasie et le train a déjà quitté la station.

Pepe Escobar pour
[Russia Today](#).

[Russia Today](#). Moscou, le 13 février 2015

* **Pepe Escobar** est un journaliste brésilien de l'Asia Times et d'Al-Jazeera. [Pepe Escobar](#) [https://www.assoc-amazon.fr/e/ir?t=elcordeladiaa-21&l=ur2&o=8] est aussi l'auteur de : « [Globalistan : How the Globalized World is Dissolving into Liquid War](#)[https://www.assoc-amazon.fr/e/ir?t=elcordeladiaa-21&l=ur2&o=8] » (Nimble Books, 2007) ; « [Red Zone Blues : a snapshot of Baghdad during the surge](#) [https://www.assoc-amazon.fr/e/ir?t=elcordeladiaa-21&l=ur2&o=8] » ; « [Obama does Globalistan](#) [https://www.assoc-amazon.fr/e/ir?t=elcordeladiaa-21&l=ur2&o=8] » (Nimble Books, 2009), [Empire of Chaos](#) (Nimble Books, 2014)

Traduit de l'anglais pour [Le Saker fr.](#) par : Daniel, relu par jj

[El Correo](#). Paris, 15 février 2015